

INTOSAI



Revue

INTERNATIONALE
de la vérification des comptes publics



Avril 2009



Conseil de rédaction

Josef Moser, *Président de la Cour des comptes de l'Autriche*
Sheila Fraser, *Vérificatrice générale du Canada*
Faïza Kéfi, *Première Présidente de la Cour des comptes de la Tunisie*
Gene Dodaro, *Contrôleur général par intérim des États-Unis*
Clodosbaldo Russián Uzcátegui, *Auditeur général du Venezuela*

Présidente

Helen H. Hsing (É.-U.)

Rédacteur en chef

Muriel Forster (É.-U.)

Rédacteurs en chef adjoints

Linda J. Sellevaag (É.-U.)

Rédacteurs associés

Bureau du vérificateur général (Canada)
Khalid Bin Jamal (ASOSAI-Inde)
Luseane Sikalu (SPASAI-Tonga)
Secrétariat de la CAROSAI (Sainte-Lucie)
Secrétariat général de l'EUROSAI (Espagne)
Khemais Hosni (Tunisie)
Yadira Espinoza Moreno (Venezuela)
Secrétariat général de l'INTOSAI (Autriche)
Bureau de reddition de comptes du gouvernement (É.-U.)

Administration

Sebrina Chase (É.-U.)
Paul Miller (É.-U.)

Membres du Comité directeur de l'INTOSAI

Arturo González de Aragón, *Auditeur général, Cour supérieure d'audit de la Fédération du Mexique, président*
Terence Nombembe, *Auditeur général, Bureau de l'auditeur général, Afrique du Sud, premier vice-président*
Osama Jaffer Faquih, *Président, Bureau général de contrôle, Arabie saoudite, vice-président*
Josef Moser, *Président, Cour des comptes, Autriche, secrétaire général*
Liu Jiayi, *Auditeur général, Bureau de contrôle national, République populaire de Chine*
Paul R.S. Allsworth, *Directeur de l'audit, Bureau d'audit, Îles Cook*
Ziriyo Bogui, *Président, Chambre des comptes, Côte d'Ivoire*
Árpád Kovács, *Président, Allami Számvevőszék, Hongrie*
Vinod Rai, *Contrôleur et Auditeur général, Inde*
Hwang Sik Kim, *Président, Commission de contrôle et d'inspection, Corée*
Ali Al-Hesnawi, *Auditeur général, Conseil d'inspection et de contrôle populaire, Libye*
Luis A. Montenegro Espinoza, *Président, Conseil supérieur de contrôle général, Nicaragua*
Jörgen Kosmo, *Auditeur général, Norvège*
Sergey Vadimovich Stepachin, *Président, Cour des comptes, Fédération de Russie*
Albert Edwards, *Directeur de l'audit, Bureau national de l'audit, Saint-Kitts et Nevis*
Tim Burr, *Contrôleur et Auditeur général, Bureau d'audit national, Royaume-Uni*
Gene Dodaro, *Contrôleur général par intérim, Bureau de reddition de comptes du gouvernement, États-Unis*
Clodosbaldo Russián Uzcátegui, *Auditeur général, Venezuela*

La *Revue internationale de la vérification des comptes publics* est publiée tous les trimestres (Avril, avril, juillet et octobre) pour l'INTOSAI (Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol et en français. La *Revue*, organe officiel de l'INTOSAI, vise à l'avancement des procédés et techniques d'audit dans le secteur public. Les opinions et les idées formulées n'engagent que la rédaction et les auteurs des textes et ne reflètent pas nécessairement les vues ou l'orientation de l'Organisation.

La rédaction invite les personnes intéressées à soumettre des articles, des rapports spéciaux ou des informations à ses bureaux, aux soins de :

U.S. Government Accountability Office
Room 7814, 441 G Street NW
Washington, D.C. 20548
United States

Téléphone : 202-512-4707
Fax : 202-512-4021
Courriel : intosajournal@gao.gov

La *Revue* sert parfois de document pédagogique. La rédaction accorde donc la préférence aux articles traitant d'aspects pratiques de l'audit dans le secteur public. Il peut s'agir d'études de cas, de commentaires sur de nouvelles méthodes d'audit ou de descriptions de programmes de formation en audit. Les articles traitant surtout d'aspects théoriques ne conviennent pas.

La *Revue* est distribuée gratuitement aux membres de l'INTOSAI et aux intéressés. Elle se trouve sur le site Web de l'INTOSAI à www.intosai.org. On peut aussi l'obtenir en communiquant avec la Revue à intosajournal@gao.gov.

Les articles de la *Revue* sont répertoriés dans l'Accountants' Index par l'American Institute of Certified Public Accountants et présentés dans la publication Management Contents. Des articles choisis figurent également dans les comptes rendus analytiques publiés par les sociétés Anbar Management Services, de Wembley, en Angleterre, et University Microfilms International, d'Ann Arbor (Michigan), aux États-Unis.

Table des matières

Éditorial	1
En bref	4
Les lignes directrices d'audit financier disponibles en 2010 ..	11
Perceptions par la société de l'ISC du Mexique	15
Le Plan stratégique sous les projecteurs	19
Dans le cadre de l'INTOSAI	23
Nouvelles de l'IDI	34
Événements de l'INTOSAI	37



L'INTOSAI crée un groupe de travail sur la crise financière globale

Gene L. Dodaro

*Contrôleur général par intérim,
Bureau de reddition de comptes du
gouvernement des États-Unis*

[Traduction] « *Afin de maintenir la stabilité et de protéger les gains économiques des pays développés et des pays en voie de développement, nous devons envisager des réformes profondes et systémiques, fondées sur un multilatéralisme inclusif, en vue d'instaurer un système financier qui puisse mieux répondre aux défis du XXI^e siècle.* »

Déclaration du Secrétaire général des Nations Unies sur la crise financière internationale, novembre 2008

La crise financière actuelle pose de nombreux défis aux pays de partout dans le monde et à leurs institutions supérieures de contrôle (ISC). Elle oblige les ISC à redoubler d'efforts pour aider leurs gouvernements respectifs à assurer la reddition de comptes et à tirer des leçons. Même si leurs pouvoirs et leurs mandats législatifs diffèrent, les ISC sont généralement bien placées pour présenter des analyses indépendantes et objectives des événements et peuvent contribuer grandement aux mesures prises pour y faire face. Conscient de ces problèmes et de ces facteurs, le Comité directeur de l'INTOSAI a créé le Groupe de travail sur la crise financière globale lors de sa 58^e réunion, qui s'est tenue à Vienne en novembre 2008. Le Bureau de reddition de comptes du gouvernement des États-Unis (GAO) se réjouit de présider cette initiative.

Le 26 février 2009, les délégués du Groupe de travail sur la crise financière mondiale se sont réunis pour la première fois par téléconférence afin de discuter des défis auxquels les ISC font face dans la situation économique actuelle. Compte tenu des

différents fuseaux horaires, deux téléconférences ont été organisées et les représentants de 17 des 23 pays membres y ont participé. La première téléconférence a rassemblé des représentants de l'Autriche, du Canada, du Chili, de Chypre, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Hongrie, de l'Italie, du Maroc, du Mexique, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Russie et de la Suède, et la seconde, des représentants des ISC de la Chine et de l'Indonésie.

Pendant les deux téléconférences, les discussions ont porté surtout sur l'avant-projet de mandat qu'avait déjà fait circuler le Bureau de reddition de comptes des États-Unis (GAO). Le mandat comprend, expressément, le but, les cibles et les objectifs proposés pour le Groupe de travail, les procédures des réunions et des rapports, les conditions d'adhésion et la structure de l'organisation, ainsi que les produits et les résultats escomptés. Les buts proposés du Groupe de travail englobent l'élaboration de recommandations à l'intention des ISC pour les aider à réduire au minimum l'incidence des crises financières futures, la mise au point à leur intention de ressources qu'elles pourraient utiliser pour surveiller et auditer les systèmes de réglementation des finances et la création de liens avec les principales organisations internationales. Les membres ont bien accueilli l'avant-projet de mandat et formulé un certain nombre de suggestions pour peaufiner les buts, les objectifs et la portée des questions étudiées. Avant la réunion, certains pays ont présenté des commentaires écrits sur l'avant-projet de mandat et chaque pays a exprimé ses vues de vive voix pendant les téléconférences. Plus particulièrement, les membres se sont dits intéressés à élargir la portée des questions étudiées par le Groupe de travail qui, en plus de s'attaquer à la problématique de la crise financière, pourrait se pencher également sur les crises budgétaires et les mesures de relance économique.

Les membres ont également discuté de différentes options en vue de répartir les participants au Groupe de travail en sous-groupes, par exemple, par appartenance linguistique, par type de régime d'audit, ou selon leur expertise en finances ou en économie. Le Groupe de travail étudiera la possibilité de créer son propre site Web où il envisagera de donner des renseignements précis sur son mandat, son plan de travail et ses autres produits et plans qu'il communiquera à l'occasion de l'INCOSAI de 2010 en Afrique du Sud. De plus, la *Revue* permettra aux membres du Groupe de travail de se tenir au courant des faits nouveaux et d'être en liaison avec leurs pairs.

En résumé, les membres ont pris de grandes décisions lors de ces téléconférences, notamment :

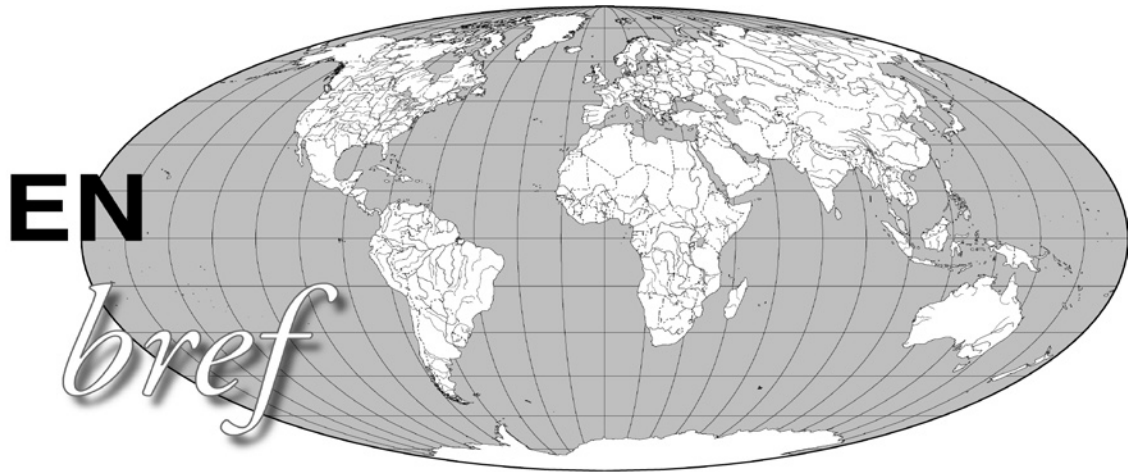
- Ils ont convenu d'inclure dans leur mandat des questions économiques plus vastes, telles que les mesures de relance.
- Ils chercheront à collaborer avec la Commission de la dette publique de l'INTOSAI et le Groupe de travail des principaux indicateurs nationaux sur toutes les questions transversales.
- Ils se réuniront en personne dans un avenir prochain.

- Ils approfondiront d'autres détails liés à la division du Groupe en sous-groupes au cours des prochaines réunions.
- Ils pourraient communiquer avec des pays dont les ISC ne font pas partie du Groupe de travail, au besoin.

Aux États-Unis, le Bureau de reddition de comptes (GAO) s'est vu confier un rôle important dans la surveillance des mesures prises par le gouvernement pour répondre à la crise financière. À l'heure actuelle, le GAO doit faire rapport tous les 60 jours sur ses constatations relativement aux 700 milliards de dollars injectés dans le Troubled Asset Relief Program, un programme de sauvetage des actifs en difficulté, que le gouvernement américain a établi pour renflouer les institutions financières. À la mi-mars 2009, le GAO avait comparu à huit audiences du Congrès des États-Unis sur l'état d'avancement des mesures, et ce, afin d'assurer la transparence et la reddition de comptes du processus. Il a publié de nombreux rapports sur des sujets tels que la modernisation du système de réglementation. De plus, on lui a confié la tâche d'effectuer des examens bimensuels de l'utilisation par le gouvernement des fonds de stimulation économique dans 16 États et agglomérations choisies. Conformément à la loi américaine sur la relance et le réinvestissement (American Recovery and Reinvestment Act ou ARRA), le GAO collaborera avec les auditeurs des États et des agglomérations et les inspecteurs généraux de différents organismes fédéraux; ensemble, ils examineront comment les États et les agglomérations utilisent ces fonds et dans quelle mesure ils réalisent les buts fixés par l'ARRA. Nous reconnaissons certes que ces normes en matière de rapport ne constituent peut-être pas la norme pour les ISC des autres pays et avons hâte de discuter des rôles diversifiés joués par les ISC dans cette ère où les possibilités abondent pour les auditeurs.

Les temps sont difficiles pour nous tous. Au moment où nous commençons à répertorier les efforts collectifs des ISC en tirant parti, le Groupe de travail communiquera avec vous pour connaître vos idées et pour profiter de votre expérience et de votre expertise sur les impératifs et les effets de la crise.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le GAO à l'adresse spel@gao.gov



Azerbaïdjan

Modification de la loi habilitante de l'ISC

Les instruments juridiques qui régissent les activités de la Cour des comptes de l'Azerbaïdjan ont été modifiés en 2008. Ces modifications ont rehaussé le statut de la Cour des comptes et de son personnel et élargi les dispositions les concernant, de même que le champ d'activités et l'étendue des pouvoirs de la Cour.

En décembre 2008, un nouveau vice-président a été nommé et le mandat de trois auditeurs membres de la Cour a été reconduit par le Parlement.

À l'heure actuelle, 18 règles nationales sur l'audit du secteur public sont en préparation. Ces règles sont fondées sur les normes de l'INTOSAI.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la Cour des comptes :

Courriel : office@ach.gov.az,
chairman@ach.gov.az,
f.ibrahimov@ach.gov.az
Site Web : www.ach.gov.az

Bahreïn

Rapport annuel de la Cour des comptes nationale

La Cour des comptes nationale (CCN) a publié son cinquième rapport annuel en octobre 2008. Le rapport comprenait l'opinion de la CCN sur les comptes définitifs du gouvernement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007. Il comprenait aussi des rapports de performance et de mission spéciale préparés pour la même période. Le rapport est présenté à Sa Majesté le Roi, au Cabinet ministériel et au Conseil consultatif (le Parlement).

Pour renseignements, prière de communiquer avec la CCN :

Courriel : nac@nac.gov.bh
Site Web : www.nac.gov.bh

Brésil

Nouveau Président de la Cour des comptes

En janvier 2009, les neuf ministres de la Cour des comptes du Brésil (TCU) ont élu à l'unanimité le nouveau Président de la Cour, le ministre Ubiratan Diniz de Aguiar.

M. Ubiratan de Aguiar est Ministre de la Cour depuis mai 2001. Il a aussi occupé les postes de représentant fédéral (1987-2001), de représentant d'État (1979-1987) et de conseiller municipal (1967-1971). Pendant sa carrière professionnelle et politique, il a surtout été actif dans le domaine de l'éducation. Il a tout d'abord été enseignant, puis Secrétaire à l'éducation de l'État de Ceará. En 1988, il a signé la constitution fédérale en qualité de membre de l'assemblée constituante, constitution dont il a contribué à rédiger le chapitre sur l'éducation et la culture.



Ubiratan Diniz de Aguiar

Le mandat constitutionnel de la Cour lui confère divers rôles, notamment dans

les domaines judiciaire, de l'audit, de l'éducation, de la consultation, de l'information, du droit punitif, de l'établissement de règles et comme ombudsman. Étant donné son engagement continu dans le domaine de l'éducation, le ministre Ubiratan de Aguiar fait valoir l'importance du rôle éducatif de la Cour. Selon lui, la Cour devrait participer davantage au renforcement des capacités des gestionnaires du secteur public et collaborer avec d'autres organismes d'audit gouvernementaux en mettant en commun les expériences et les connaissances.

En tant que Président de la Cour, le ministre Ubiratan de Aguiar s'emploie à créer un réseau d'audit gouvernemental réunissant des organismes de surveillance publics, dont le service d'audit interne principal de l'organe exécutif, la cour des comptes de l'État et de la ville ainsi que les services d'audit interne des organes judiciaires et législatifs. Afin de promouvoir l'intégration et la coopération, la Cour encourage l'échange d'information avec des organismes tels que la Banque centrale, l'Agence du revenu intérieur, le Bureau du procureur général et le Conseil d'audit des activités financières.

Le ministre Ubiratan de Aguiar accorde non seulement une place importante aux partenariats avec d'autres organismes et institutions du Brésil, mais il valorise aussi la coopération au niveau international avec l'INTOSAI qu'il considère comme une source abondante d'occasions de développement technique et institutionnel.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la Cour :

Courriel : arint@tcu.gov.br, omirpl@tcu.gov.br
Site Web : www.tcu.gov.br

Iraq

Activités de formation et de perfectionnement en 2008

Le Conseil supérieur de contrôle (CSC) a poursuivi ses efforts afin d'améliorer les compétences de ses équipes d'audit par le truchement de cours de formation internes et externes. Le CSC a aussi fourni du matériel à un groupe de formateurs afin de faciliter les activités de perfectionnement du personnel. En 2008, 356 employés du CSC ont participé à l'extérieur du pays à 49 programmes de formation, et 934 employés ont pris part à 77 programmes de formation dans des centres de formation nationaux.

Le CSC veut créer un centre de formation qui fournit des services et une aide technique aux entités vérifiées. Il a élaboré des cours portant sur des sujets tels que le contrôle interne, les règles de l'audit interne et l'audit de performance. En 2008, 253 employés d'entités vérifiées ont assisté à 15 cours de formation offerts par le CSC.

Des programmes et des ateliers de formation additionnels ont été offerts en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement national en 2008. Quatre employés du CSC ont travaillé avec un expert à Amman, en Jordanie, afin de préparer un guide sur la lutte contre la corruption et la fraude. Huit employés ont participé à un programme de perfectionnement de leurs compétences pratiques en audit en collaboration avec le Bureau d'audit national du Royaume-Uni. Un programme de formation des formateurs axé sur la planification du travail et la gestion de l'État a été offert au Liban. Enfin, 15 employés ont assisté à un cours sur l'audit de l'approvisionnement en Italie.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le CSC :

Courriel : bsairaq@yahoo.com
Site Web : www.bsairaq.net

Jordanie

Modification de la loi sur le Bureau d'audit

Le mandat du Bureau d'audit de Jordanie a été élargi en 2007 pour inclure les établissements publics, les conseils municipaux et des services d'entreprise ainsi que les sociétés dans lesquelles le gouvernement détient au moins 50 % des actions. Avant cette date, le Bureau d'audit ne surveillait que les ministères, les institutions officielles à vocation générale ainsi que les conseils municipaux et ruraux. Le chef du Bureau est autorisé à consulter les rapports et l'information sur les questions financières et administratives. Il peut aussi demander aux divers bureaux de l'État de lui fournir des déclarations ou des explications sur les questions liées aux fonctions du Bureau d'audit.

Fin du projet de jumelage

Une entente de jumelage a été signée en juin 2006 entre le Bureau d'audit, le Bureau d'audit national du Royaume-Uni et l'ISC de l'Allemagne (BRH). Cette entente prévoyait que l'Union européenne accorde, par l'intermédiaire du ministère de la Planification de Jordanie, une aide financière pour un projet d'une durée de deux ans. Ce projet a pris fin en juin 2008.

Les buts du projet consistaient notamment à :

- élaborer une structure organisationnelle pour le Bureau d'audit d'après des modèles internationaux efficaces ainsi que des descriptions de travail connexes;
- rédiger pour le Bureau d'audit des modifications qui respectent les normes d'audit internationales et les pratiques exemplaires au sein des entités auditées;

- rédiger un manuel d'audit d'états financiers comprenant des procédures d'audit, des listes de contrôle et des programmes d'audit;
- préparer un manuel d'audit de performance;
- préparer un manuel de gestion des ressources humaines comprenant des procédures et des politiques de même qu'un plan de formation stratégique.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau d'audit :

Courriel : info@ab.gov.jo

Site Web : www.audit-bureau.gov.jo/

Lettonie

Nouvelle auditrice générale

En décembre 2008, le Parlement de Lettonie (le *Saeima*) a reconduit pour quatre ans le mandat d'Inguna Sudraba en qualité d'Auditrice générale. M^{me} Sudraba a prêté serment devant le *Saeima* en janvier 2009.



Inguna Sudraba

Pendant son deuxième mandat en qualité d'Auditrice générale, M^{me} Sudraba se propose d'améliorer le Bureau d'audit d'État afin de pouvoir

évaluer avec certitude le rendement des fonds octroyés au Bureau.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau d'audit d'État :

Courriel : lrvk@lrvk.gov.lv

Site Web : <http://www.lrvk.gov.lv>

Lituanie

Conférence internationale sur l'audit public

En janvier 2009, le Bureau national de contrôle de Lituanie (BCL) et la Commission parlementaire lituanienne sur l'audit ont tenu une conférence à Vilnius afin de commémorer le 90^e anniversaire du BCL. À cette conférence, l'Auditrice générale de la Lituanie, Rasa Budbergytė, a insisté sur l'importance d'établir de nouveaux points de contact entre les différentes entités au sein du système de contrôle des finances publiques en vue de resserrer le contrôle parlementaire et de se concentrer sur la mise en œuvre des recommandations d'audit du BCL.

M^{me} Budbergytė a fait remarquer que l'absence de volonté politique et d'initiatives pour mettre en œuvre les recommandations du BCL limite l'impact de l'audit public sur la gestion des finances publiques. Selon les statistiques, la plupart des recommandations sont mises en œuvre, mais ce sont souvent celles qui requièrent une plus grande volonté politique et le plus d'efforts qui ne se traduisent pas en mesures concrètes. M^{me} Budbergytė a dit espérer que le nouveau *Seimas* (Parlement lituanien) et le gouvernement se montreront plus déterminés à apporter des changements.

Plusieurs orateurs ont attiré l'attention sur le besoin de renforcer le contrôle parlementaire. Irena Degutienė, Première vice-présidente du *Seimas*, a affirmé que le contrôle parlementaire de la mise en œuvre des recommandations des rapports d'audit public du BCL s'avérait nécessaire pour provoquer des changements. Elle s'est dit convaincue que le *Seimas* actuel et la Commission sur l'audit inciteront l'organe exécutif à mettre en œuvre les recommandations du BCL. Loreta Graužinienė, Présidente de la



Participants à la conférence internationale organisée par l'ISC de la Lituanie et la Commission parlementaire sur l'audit pour célébrer le 90^e anniversaire de l'ISC

Commission d'audit, a fait observer qu'il n'y avait encore aucun partenariat solide entre le gouvernement et le *Seimas* et qu'un tel partenariat s'imposait pour assurer la mise en œuvre des recommandations du BCL.

La Commissaire responsable du budget et de la programmation financière de l'Union européenne (UE), Dalia Grybauskaitė, a indiqué qu'un système financier ouvert et transparent est nécessaire pour garantir l'utilisation efficiente des fonds de l'Union européenne.

Elle a aussi insisté sur le besoin d'adopter des règles plus simples pour aider les bénéficiaires et pour que les institutions de contrôle jouent un rôle accru et plus actif.

Selon Herbert Bösch, Président de la Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen, il faut absolument apporter des changements au système redditionnel de l'UE. M. Bösch a ajouté que pour profiter au maximum des fonds de l'UE et les utiliser en conformité avec ses règles et ses normes, il faut réformer la Cour des comptes européenne avec la participation active des ISC et des parlements nationaux. « Mais en attendant, la reddition de comptes des États membres est insuffisante au niveau européen », a affirmé M. Bösch.

Dans son discours, Vitor Caldeira, Président de la Cour des comptes européenne, a mentionné que l'UE avait grandement amélioré sa gestion financière. En revanche, pour accroître la transparence et la reddition de comptes à l'égard de l'utilisation des fonds de l'UE, les organismes de gestion, de supervision et d'audit doivent être mobilisés à tous les niveaux.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le BCL :

Courriel : nao@vkontrola.it
Site Web : www.vkontrola.it

Moldavie

Quinzième anniversaire de la Cour des comptes

L'année 2009 marque le 15^e anniversaire de la Cour des comptes de Moldavie. La Cour a été créée en 1994 conformément aux dispositions de la constitution et de la loi adoptée en décembre 1994. Au cours des 15 dernières années, la Cour a connu une croissance importante axée sur l'amélioration de ses activités à titre d'organe de contrôle financier, le renforcement institutionnel et la formation du personnel. Elle a aussi demandé d'être reconnue en tant que partie intégrante de l'État de droit de la République de Moldavie.

Depuis 2006, la Cour des comptes a franchi une nouvelle étape en formant un système de contrôle financier commun et en améliorant son cadre juridique et ses capacités institutionnelles. Elle s'est efforcée de fonctionner comme une ISC conformément aux normes internationales et aux meilleures pratiques de l'Union européenne dans le domaine de l'audit public externe. Au cours de cette brève période, son plan de développement stratégique (avril 2006 à décembre 2010) a été approuvé et mis en œuvre. Ses principaux objectifs sont le renforcement institutionnel et l'établissement des capacités, le perfectionnement de ses ressources humaines et l'accroissement de l'impact de ses travaux.

De plus, la nouvelle loi entrée en vigueur en janvier 2009 a transformé la fonction de contrôle financier externe de la Cour en un nouveau système d'audit externe au sein du nouveau système de gestion des finances publiques.

L'année 2009 est une période transitoire pour la Cour. Au cours des premiers six mois, elle continuera d'agir comme un organe de contrôle

externe, quoiqu'elle effectue un fort volume d'audits pilotes. Sa priorité au cours cette année consistera à mettre en œuvre la nouvelle loi et les activités connexes. À titre d'exemple, elle fera la promotion de la loi à l'interne et à l'externe, élaborera un nouvel organigramme et modifiera les statuts et les règlements internes en fonction des dispositions de la nouvelle loi.

Les 150 employés de la Cour sont des éléments clés de réussite, chacun d'entre eux contribuant à l'efficience et à la modernisation de l'ISC de la République de Moldavie.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la Cour des comptes :

Courriel : cdc@ccrm.gov.md
Site Web : <http://www.ccrm.md/>

Mongolie

Nomination du nouvel Auditeur général

Radnaa Choijamts a été nommé Auditeur général de la Mongolie en janvier 2009.

En qualité de député, de 2000 à 2008, M. Choijamts a exercé la fonction de conseiller en matière de politique économique et sociale auprès du Président du Parlement de Mongolie. Il succède à Javzmaa Lkhamsuren, le précédent Auditeur général.

De 1979 à 2000, M. Choijamts a travaillé dans la province mongolienne de Bulgan où il a occupé des postes en vue, dont celui de gouverneur. De 1974 à 1979, il a travaillé comme ingénieur à l'Institut central d'État pour la cartographie et la construction nationale et au Bureau de cartographie, de la construction et du budget dans la province de Dundgovi.

M. Choijamts est né le 7 novembre 1951 dans la province de Bulgan. Il est diplômé de l'Université nationale de

Mongolie. Il détient un baccalauréat en génie et une maîtrise en administration publique.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau d'audit national de Mongolie :

Courriel : mnao@mnao.pmis.gov.mn,
mnaoadmin@magicnet.mn
Site Web : <http://www.mnao.pmis.gov.mn/welcome>

Népal

L'Auditeur général témoigne devant la Commission de restructuration des organes constitutionnels

En janvier 2009, Bachchu Ram Dahal, Auditeur général par intérim du Népal, a comparu devant la Commission chargée de déterminer la forme des organes constitutionnels afin de discuter de la structure et de la fonction actuelles du Bureau de l'auditeur général et du projet de structure de l'ISC selon la nouvelle constitution du Népal. Conformément à son mandat, l'Assemblée constituante formée à la suite des élections d'avril 2008 a proclamé le Népal République fédérale démocratique en mai 2008. Elle rédige une nouvelle constitution et a confié à la Commission qu'elle a créée la tâche de déterminer la structure des organes constitutionnels selon cette nouvelle constitution.

L'Auditeur général par intérim a présenté aux membres de la Commission la structure du Bureau de l'auditeur général; la procédure législative de nomination de l'Auditeur général; le mode de fonctionnement et d'information du Bureau ainsi que les cadres d'audit. M. Dahal a informé la Commission sur le modèle de l'ISC du Népal, son indépendance et l'étendue de ses audits en vertu de la nouvelle constitution. Il a aussi présenté à la



Bachchu Ram Dahal, Auditeur général par intérim du Népal, pendant la présentation devant la Commission

Commission un aperçu de plusieurs modèles d'audit externe internationaux, c'est-à-dire les modèles parlementaires, judiciaires et de conseil.

Les législateurs ont exprimé de sérieuses craintes concernant les problèmes de corruption et le rôle de l'ISC dans la lutte contre la corruption. M. Dahal a informé la Commission que le Bureau de l'auditeur général a cerné de nombreux exemples de faibles contrôles de gestion interne et de cas de corruption. Il a cependant ajouté que les enquêtes sur les cas de corruption ne font pas partie du mandat du Bureau. C'est un organisme distinct, la Commission d'enquête sur les cas d'abus de pouvoir, qui est chargé d'enquêter à ce sujet.

Enfin, la Commission chargée de déterminer la forme des organes constitutionnels a demandé à l'ISC du Népal de fournir le matériel et les logiciels utilisés dans le domaine législatif par différents pays, la *Déclaration de Mexico sur l'indépendance des ISC* et de l'information sur différents types d'ISC dans les pays démocratiques du monde.

M. Dahal a assuré la Commission du soutien de l'ISC du Népal. À cette fin,

elle lui fournira des renseignements sur la structure de l'ISC à inclure dans la nouvelle constitution et elle fera une étude comparative de la structure organisationnelle, de l'indépendance et des mandats des différents types d'ISC dans le monde.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le Bureau de l'auditeur général :

Courriel : oagnep@ntc.net.np,
infoag@most.gov.np
Site Web : www.oagnepal.com

Pays-Bas

Ateliers pilotes pour évaluer les risques pour l'intégrité en Afrique du Sud et au Yémen

En novembre 2008 et en janvier 2009, l'Auditeur général de l'Afrique du Sud (AGAS) et le Président de l'Organisation centrale pour le contrôle et l'audit (OCCA) du Yémen ont tenu des ateliers pilotes sur l'autoévaluation de l'intégrité (SAINT). L'outil SAINT a été conçu pour les organismes du secteur public par la Cour des comptes des Pays-Bas (CCPB) en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et le Bureau de l'intégrité de la ville d'Amsterdam. Pour obtenir un complément d'information au sujet du SAINT, prière de consulter l'article paru dans la *Revue* d'avril 2008). La CCPB a adapté le SAINT pour les membres de l'INTOSAI afin d'aider les ISC à évaluer les risques pour l'intégrité et la résilience des systèmes de gestion de l'intégrité. Cette version a été appelée IntoSAINT. D'autres ateliers pilotes seront offerts en 2009 et au début de 2010.

Au cours des ateliers, quelques participants soigneusement sélectionnés ont évalué le profil de vulnérabilité de leurs ISC respectives avec l'aide de deux modérateurs de la CCPB. Les modérateurs ont communiqué étape



Les participants à l'atelier IntoSAINT tenu au Yémen, en janvier 2009.

par étape aux participants la méthode pour déceler les faiblesses inhérentes et les facteurs qui accroissent la vulnérabilité, ce qui leur a permis d'évaluer leur profil de vulnérabilité. Le profil a ensuite été comparé au niveau de maturité du système de contrôle de l'intégrité. En se fondant sur cette analyse, les participants ont formulé des recommandations soit pour réduire les vulnérabilités, soit pour renforcer les contrôles de l'intégrité. Les résultats et les recommandations ont été présentés à la direction de l'ISC immédiatement après les ateliers.

Le premier projet pilote de l'IntoSAINT, qui a eu lieu en Afrique du Sud en novembre 2008, a été coordonné par Avryl Kemp, du Bureau de l'auditeur général de l'Afrique du Sud, et animé par Ina de Haan et Juul Vos-Schellekens de la CCPB. À l'ouverture de l'atelier, Terence Nombembe, Auditeur général de l'Afrique du Sud, a dit souhaiter que son bureau tire parti des méthodes du SAINT et des résultats obtenus.

L'OCCA du Yémen a tenu le deuxième atelier IntoSAINT en janvier 2009. Ahmed Ashaybani, Directeur général

de la coopération technique pour l'OCCA, coordonnait l'activité; Hans Benner et Frans Schouren de la CCPB étaient les modérateurs. Abdullah Abdullah Alsanafi, Président de l'OCCA, a fait valoir l'importance du SAINT non seulement pour l'OCCA, mais éventuellement aussi pour d'autres organismes du secteur public du Yémen.

Les ateliers IntoSAINT soulignent l'importance pour les ISC de prêcher par l'exemple, et surtout en matière d'intégrité du secteur public. Ils contribuent également à l'échange d'idées et d'expériences sur la promotion de l'intégrité.

Les premiers ateliers pilotes ont été fructueux. Les leçons tirées serviront à améliorer cet outil et à approfondir les idées pour la formation des modérateurs, ce qui permettra d'offrir un plus grand nombre d'ateliers.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la CCPB :

Courriel : internationalaffairs@rekenkamer.nl
Site Web : www.rekendamer.nl

Thaïlande

Aide financière pour renforcer la capacité institutionnelle

Le Bureau de l'auditeur général (BAG) de la Thaïlande a obtenu une subvention du Fonds de développement institutionnel de la Banque mondiale afin de renforcer sa capacité institutionnelle et sa performance dans le domaine des audits publics. Les moyens techniques mis en œuvre grâce à cette aide visent à rehausser les activités du BAG dans les domaines de l'audit de performance, de l'audit de l'approvisionnement, de l'audit des pouvoirs, de l'application de la loi et des sanctions ainsi que de l'audit d'états financiers. Ce projet, lancé en 2008, améliorera les méthodes d'audit du BAG.

Le BAG construit actuellement dans la province de Chomburi un centre de formation pour son personnel et celui des ISC voisines en vue d'améliorer les audits et la gouvernance dans toute la région. Le centre de formation devrait être achevé en 2010.

Le BAG met davantage l'accent sur les audits environnementaux en mettant sur pied des projets pilotes pouvant être intégrés à d'autres audits d'envergure. Il tente également d'obtenir des mandats pour tous les audits dans la nouvelle loi organique qui doit être approuvée par le Parlement.

Pour renseignements, prière de communiquer avec le BAG :

Courriel : int_rela@oag.go.th
Site Web : www.oag.go.th

Cour des comptes européenne

Atelier sur le rôle des ISC de l'Union européenne dans le contexte de la crise financière et économique

La Cour des comptes européenne a tenu, en février 2009, un atelier au Luxembourg sur le rôle des ISC de l'Union européenne (UE) dans le contexte de la crise financière et économique actuelle. L'atelier a pris place sous les auspices du Comité de contact des institutions supérieures de contrôle de l'Union européenne.

Avant l'atelier, les ISC de l'Allemagne et des Pays-Bas et la Cour des comptes européenne (CCE) ont sondé les ISC de l'EU sur leur rôle dans le cadre de la crise actuelle du marché des capitaux. Selon les réponses présentées au début de l'atelier par l'ISC de l'Allemagne, tous les États membres de l'UE ont réagi à la crise financière mondiale, et 93 % d'entre elles ont déclaré avoir pris des mesures concrètes. Dans 70 % des cas, ces mesures ont pris la forme de garanties fournies par l'État et dans 63 % des cas, elles se sont traduites par une participation dans les capitaux propres des institutions bénéficiaires. En outre, 70 % des répondants ont indiqué avoir le mandat précis d'auditer les programmes de sauvetage.

Certaines ISC ont fait part de leurs vues sur la situation dans leurs pays respectifs. Les discussions qui ont suivi ont porté sur le mandat d'audit des banques, le rôle de conseiller éventuel de l'ISC au cours de ce processus et les procédures de rapport des ISC. Les délégués ont mentionné à plusieurs reprises qu'une action transfrontière coordonnée est nécessaire pour faire face à la crise. Il faut prendre en compte l'expérience tirée des crises financières et économiques précédentes et faire correspondre les mesures à court

terme et les objectifs à long terme. La tâche précise des ISC est de garantir la transparence et de susciter la confiance.

Les membres du Comité de contact de l'UE ont dit vouloir poursuivre leur collaboration à ce sujet. Un réseau d'experts sera formé afin que les auditeurs des ISC de l'UE puissent échanger rapidement et facilement sur leurs expériences.

Pour renseignements, prière de communiquer avec la CCE ou l'ISC de l'Allemagne :

Courriel : auraud@eca.europa.eu,
Martina.Hampel@brh.bund.de
Sites Web : <http://www.eca.europa.eu>,
<http://www.bundesrechnungshof.de>

Rectificatif

Dans la *Revue* de janvier 2009, nous avons signalé par erreur que le XX^e INCOSAI serait le premier congrès de l'INTOSAI à se tenir sur le continent africain. Or le X^e INCOSAI a eu lieu à Nairobi, au Kenya, en 1980, et le XV^e INCOSAI a eu lieu au Caire, en Égypte, en 1995.

Les lignes directrices d'audit financier seront disponibles en 2010

Camilla Brodén et Jonas Hällström, Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier de l'INTOSAI

Que sont les lignes directrices d'audit financier?

En 2010, après six années de travail, la Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier (FAS) présentera les lignes directrices d'audit financier de l'INTOSAI dans le cadre du XX^e INCOSAI, qui se tiendra en Afrique du Sud. Des représentants des ISC du monde entier ont participé à l'élaboration des lignes directrices, lesquelles font la promotion d'un cadre référentiel commun pour les ISC et permettront d'améliorer la qualité des travaux d'audit à l'échelle internationale.



Experts de l'audit financier lors d'une réunion du Groupe de référence en 2008

Les lignes directrices d'audit financier sont constituées de 40 Normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI). Elles portent sur des secteurs ou des processus pertinents compris dans les audits financiers et présentent les meilleures façons d'appliquer les Normes internationales d'audit (ISA) dans le secteur public. Les quatre premières ISSAI sont les suivantes :

- ISSAI 1000 – *Implementation Guidelines on Financial Audit—Introduction*
- ISSAI 1001 – *Bridge between INTOSAI Auditing Standards and ISAs*
- ISSAI 1002 – *General Considerations When Applying ISAs in the Public Sector*
- ISSAI 1003 – *Glossary to Financial Audit Guidelines*

Ces premières ISSAI seront suivies par 36 autres qui comprendront un avis de pratique élaboré par la FAS et une ISA correspondante. Chaque ISSAI sera numé-

N.D.L.R.

Les lignes directrices d'audit financier de l'INTOSAI seront bientôt réalité. Ce recueil de lignes directrices complètes, préparé par une équipe internationale, constituera un outil fiable pouvant être utilisé par les auditeurs du secteur public du monde entier dans l'exercice de leurs fonctions quotidiennes.

rotée en fonction d'une classification mise au point par la Commission des normes professionnelles de l'INTOSAI, et la numérotation des ISSAI suivra celle des ISA. Comme bon nombre d'ISC doivent exercer des fonctions autres que celles relatives à l'audit financier axé sur la régularité et les contrôles internes, elles devront peut-être aussi appliquer les lignes directrices d'audit de conformité, qu'élabore actuellement la Sous-commission pour l'audit de conformité. Ces dernières seront approuvées par l'Assemblée lors de l'INCOSAI, en même temps que les lignes directrices d'audit financier.

Les lignes directrices et les avis de pratique seront publiés en arabe, anglais, français, allemand et espagnol afin que les délégués puissent les appliquer au sein de leur propre ISC. Les lignes directrices seront faciles à utiliser et accessibles à tous.

Participation à l'échelle internationale aux travaux de la FAS

Depuis que le projet a été lancé, les travaux de la FAS sont présidés et gérés par le Bureau national d'audit de la Suède, et de nombreux experts de l'audit financier, délégués par près d'une centaine d'ISC, y ont apporté leur concours. Le secrétariat de la FAS regroupe sept employés du Bureau national d'audit de la Suède, dont la participation à temps plein ou à temps partiel a permis au projet d'évoluer jusqu'à sa forme actuelle.

Dans le but d'établir un ensemble complet de lignes directrices acceptables par les ISC du monde entier, bon nombre des experts désignés par les ISC ont participé à des sous-commissions ou à des groupes d'étude de la FAS ou du Conseil des normes



Le président et des membres du secrétariat de la FAS lors d'une réunion à Londres en 2008

internationales d'audit et d'assurance (IAASB) et ont collaboré en vue de mettre en commun leurs expériences. Grâce à la souplesse et au désir d'offrir une plus-value dont ont constamment fait preuve les ISC participantes, il a été possible de garder le cap sur le but premier du projet. En outre, les responsabilités importantes assumées par les membres de la Sous-commission ont constitué un autre facteur clé de la production de travaux de grande qualité. Les membres de la FAS proviennent du Cameroun, du Canada, de la Cour des comptes européenne, du Mexique, de la Namibie, de la Norvège, de l'Afrique du Sud, de la Corée du Sud, de la Suède, des États-Unis et du Royaume-Uni. De plus, un membre de l'équipe technique de l'IAASB assiste aux réunions de la FAS à titre d'observateur.

Pourquoi utiliser les lignes directrices d'audit financier?

Les lignes directrices d'audit financier permettent d'appliquer les ISA au secteur public grâce à l'élaboration d'indications pertinentes et à l'analyse en profondeur des exigences des ISA. Les lignes directrices peuvent aussi servir de normes référentielles pour l'application des principes fondamentaux de l'INTOSAI. Chaque ISC peut élaborer ses manuels d'audit financier en se fondant sur ces lignes directrices.

Les lignes directrices d'audit financier sont conçues en tout premier lieu pour servir de normes référentielles lors des travaux d'audit. La FAS encourage vivement toutes les ISC à appliquer les ISSAI, y compris les ISA et les indications contenues dans les avis de pratique.

Les lignes directrices d'audit financier renforcent la confiance dans nos travaux d'audit financier et en accroissent la crédibilité. Les ISA jouissent d'une reconnaissance à l'échelle mondiale comme normes d'audit financier. Dans certains environnements du secteur privé, la loi exige l'application des ISA, qui deviennent de plus en plus reconnues sur la scène internationale. En appliquant les ISA de concert avec les avis de pratique, les auditeurs du secteur public de par le monde utiliseront les mêmes normes professionnelles, ce qui non seulement ajoutera à leur crédibilité et à leur professionnalisme, mais aussi établira une base pour la collaboration entre les ISC et les auditeurs qui travaillent dans des milieux différents.

Comment mettre en œuvre les lignes directrices?

Comme c'est le cas pour toutes les normes et lignes directrices de l'INTOSAI, les membres de l'INTOSAI ne seront pas tenus d'appliquer les lignes directrices d'audit financier. Cependant, celles-ci comportent des avantages évidents. Le recours à un même ensemble de normes et de lignes directrices permettra de regrouper des ISC aux fins d'activités régionales de formation ou d'information. Les ISC pourront plus facilement partager leurs expériences, que toutes les parties concernées comprendront mieux.

La FAS est consciente que la mise en œuvre des lignes directrices d'audit financier représente tout un défi, qui ne doit pas être pris à la légère. Pour favoriser l'application adéquate des lignes directrices, il faudra donner beaucoup d'information et de

formation et concevoir des manuels internes. Pour certaines ISC, la mise en œuvre de ce recueil complet de normes pourra avoir une incidence sur l'ensemble des méthodes d'audit financier. Pour d'autres, quelques modifications seulement du processus d'audit suffiront. Cependant, chaque ISC devra sans doute déterminer s'il est nécessaire de mener des activités de mise en œuvre, compte tenu de son environnement et de ses méthodes actuelles.

Les initiatives de mise en œuvre ne feront pas partie des responsabilités de la FAS. Toutefois, après 2010, la FAS fournira des documents d'introduction et de formation pour appuyer la mise en œuvre.

Crédibilité

Les indications de grande qualité comprises dans les lignes directrices d'audit financier seront pertinentes et utiles pour la majorité des ISC. Des représentants de toutes les régions géographiques ont participé à l'élaboration des avis de pratique, et la diversité géographique des commentaires recueillis à propos de nos travaux a grandement contribué à rendre le produit final crédible. Qui plus est, l'application de normes généralement reconnues rehaussera la confiance dans le travail des auditeurs et la crédibilité de ce travail. L'adoption d'un référentiel commun favorisera le professionnalisme et le respect des attentes des diverses administrations et collectivités du monde entier.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec le secrétariat du FAS :

Courriel : projectsecretariat@riksrevisionen.se

Site Web : <http://psc.rigsrevisionen.dk/fas>

Perceptions par la société de la Cour supérieure d'audit de la Fédération du Mexique : Étude de cas

Arturo González de Aragón, Auditeur général du Mexique

La valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle (ISC) figurent au nombre des thèmes techniques qui seront présentés à l'occasion du XX^e Congrès de l'INTOSAI en Afrique du Sud, en 2010. Les perceptions qu'ont les citoyens du travail que nous effectuons et de son incidence sur l'administration publique constituent un aspect important de cette discussion.

L'exécution d'audits par les ISC exige d'elles, avant tout, un engagement envers la société, qui les amène à surveiller l'utilisation des fonds publics et à favoriser chez les agents de l'État une conduite responsable et axée sur le service. L'exécution d'audits par les ISC implique également pour elles la nécessité d'être des acteurs efficaces, et ce, pour réduire le gaspillage, améliorer la qualité du service public et à atteindre les objectifs des programmes publics conformément aux critères d'efficacité, d'efficacité et d'économie. À la lumière de cet engagement, les ISC feraient bien de s'interroger : dans quelle mesure les citoyens connaissent leur rôle et leurs réalisations?

Dans toute société, les citoyens ont le droit de savoir à quelles fins ultimes les ressources publiques recueillies au moyen de leurs impôts sont utilisées, de même que la façon dont les responsables des programmes et des politiques publiques utilisent ces ressources pour améliorer la qualité de vie de la collectivité. Une solide culture de transparence et de reddition de comptes est la pierre angulaire des gouvernements modernes, démocratiques et intègres, sincèrement voués à l'avancement de la société. Si la performance et les résultats du gouvernement sont examinés au grand jour, le débat public peut devenir moins subjectif et être fondé sur des questions nationales pertinentes.

L'expérience mexicaine

En 2000, le Mexique a adopté une modification constitutionnelle visant à créer une nouvelle ISC indépendante, dotée d'autonomie sur les plans technique et administratif. Cette mesure législative a permis d'instituer la Cour supérieure d'audit du Mexique (CSAM), dont le but est d'assurer une pratique professionnelle de l'audit nettement supérieure à celle de l'institution précédente, la Cour supérieure des comptes. Par conséquent, nous étions très motivés à déterminer si la nouvelle ISC répondait aux attentes des citoyens.

Ces dernières années, la Cour supérieure d'audit a beaucoup appris de plusieurs études concernant sa performance effectuées par différentes organisations civiles ou par d'éminents chercheurs d'universités publiques. Même si les résultats de ces études étaient positifs, la Cour supérieure d'audit a décidé, à la fin de 2007, de mener sa propre recherche afin de mieux comprendre les perceptions qu'avaient les citoyens de ses activités. La Cour supérieure d'audit a mené cette recherche avec le concours de l'Université nationale libre du Mexique, principal centre de recherche du pays.

Les résultats du sondage

Dans le cadre du sondage, on a demandé aux participants leur opinion sur les obligations, la crédibilité, la loyauté de la Cour supérieure d'audit, ainsi que sur les progrès qu'elle accomplit dans sa lutte contre la corruption et d'autres éléments connexes. Selon les résultats, même si un pourcentage important de l'ensemble de la population connaît plus ou moins bien les tâches et les responsabilités de la Cour supérieure d'audit, les personnes qui les comprennent à fond en ont une opinion favorable : plus de 75 p. 100 reconnaissent les résultats de ses travaux et ce qu'elle réalise dans l'exercice de ses fonctions.

Environ 77 p. 100 de la population estime qu'il est important que les institutions publiques rendent des comptes et qu'elles agissent avec transparence, et souscrivent à l'idée que les résultats de la recherche devraient être plus largement diffusés.

De nombreux segments de la population s'intéressent aux situations de corruption dans le secteur public. Sur l'ensemble de la population, environ 76 p. 100 s'intéresse aux cas d'irrégularités détectés par la Cour supérieure d'audit. C'est pour cette raison que, même si les tâches de la Cour supérieure d'audit sont très spécialisées et que seulement une minorité avertie les comprend à fond, la Cour supérieure d'audit estime qu'elle doit s'efforcer d'offrir à tous les citoyens une information simple, claire et concise.

Les résultats du sondage révèlent des constatations intéressantes sur des segments de la population exerçant des fonctions spécialisées (par exemple, les membres du Congrès, les entités auditées, les institutions d'audit d'État et les médias).

Parmi ces segments spécialisés, 83 p. 100 des participants au sondage considèrent la transparence et la reddition de comptes comme des questions des plus importantes; seulement 17 p. 100 estiment que ce sont là des questions plus ou moins importantes. L'indépendance de la Cour par rapport aux entités qu'elle audite est également capitale. Selon les résultats du sondage, la majorité juge que le contrôle externe est la méthode la plus fiable pour promouvoir la transparence dans l'utilisation des ressources de l'État. Les participants expriment des doutes quant à l'autonomie des organismes de contrôle interne, même si leurs responsabilités sont fort prisées comme complément des activités des organismes de contrôle externe.

Quant à la qualité des audits, 67 p. 100 des participants estiment que les travaux de la Cour supérieure d'audit sont effectués avec rigueur. L'institution a renforcé ses mesures de contrôle de la qualité en faisant certifier ses méthodes, conformément à la norme internationale ISO 9001-2000, conformément aux pratiques exemplaires internationales.

Une pratique d'audit adéquate, assurée par l'institution supérieure, profite non seulement à la société, mais aussi aux entités auditées elles-mêmes. Entre 67 et 70 p. 100

des participants – y compris les entités auditées – croient que les constatations et les recommandations de la Cour supérieure d’audit contribuent à améliorer les processus administratifs.

Des résultats cruciaux sont imputables au processus visant à (1) assurer le suivi des recommandations formulées par la Cour supérieure d’audit dans le cadre de ses audits et à (2) évaluer le respect des engagements découlant des améliorations administratives, de la réingénierie des processus, de la simplification et des mesures correctives. L’objectif principal d’un audit devrait être l’amélioration de la qualité au moyen de mesures correctives et préventives et, non seulement l’imposition de sanctions.

La collaboration dans la lutte contre la corruption est un élément clé des audits effectués par les institutions supérieures. Une majorité significative (75 p. 100) croit que la Cour supérieure d’audit atteint cet objectif.

À la suite de ses missions, la Cour supérieure d’audit a recensé dans l’administration publique 13 grands secteurs à risque et opaque à l’égard desquels les mesures gouvernementales peuvent être améliorées. Cette attitude dynamique a entraîné des modifications importantes dans les lois, les politiques publiques et l’administration, ce qui a permis de corriger des irrégularités coûteuses pour la société.

Il faut également signaler la façon dont on perçoit la neutralité de la Cour supérieure d’audit : 74 p. 100 des participants estiment qu’elle est indépendante du gouvernement, 72 p. 100 qu’elle est impartiale et 67 p.100 qu’elle est autonome.

Selon le sondage, sept ans après la création de la Cour supérieure d’audit, 75 p. 100 des personnes sondées croient que son travail présente un degré raisonnable de crédibilité. Cette situation est attribuable surtout à d’importantes révisions constitutionnelles et à des modifications législatives qui ont permis à l’institution de travailler de façon plus efficace que l’ancienne Cour des comptes.

Quant au personnel spécialisé de la Cour supérieure d’audit, 83 p. 100 des participants croient qu’il possède l’expertise nécessaire pour diriger des missions d’audit, tandis que 73 p. 100 estiment qu’il applique rigoureusement tous les règlements pertinents lorsqu’il exécute ses tâches.

En 2008, la Cour supérieure d’audit a soumis ses pratiques de vérification de gestion à un examen par des pairs de la scène internationale; les ISC des États-Unis d’Amérique, du Royaume-Uni, du Canada et de Porto Rico y ont participé. Les conclusions de l’examen ont été nettement favorables, les pairs ayant jugé que la Cour supérieure d’audit respecte les normes de l’INTOSAI.

Outre des méthodes techniques, une ISC doit adopter un comportement et des valeurs éthiques, qu’elle cultive en travaillant avec ses collaborateurs. À cet égard, nous sommes heureux d’apprendre que la majorité des participants au sondage estiment que la Cour supérieure d’audit s’acquitte de sa tâche avec objectivité (74 p. 100) et intégrité (79 p.100), et que son rendement est efficace (68 p. 100).

Conclusions

Le sondage montre que la société attache une grande importance à la transparence et à la reddition de comptes et que ces valeurs sont considérées comme les conditions sine qua non pour qu'elle puisse exercer entièrement son droit de voir à l'utilisation probe et efficace des fonds publics.

La recherche conclut également que la Cour supérieure d'audit du Mexique a acquis la réputation d'être une institution digne de confiance qui veille aux droits de la société et qui agit avec objectivité, efficacité, intégrité et indépendance.

Nous croyons que les ISC membres de l'INTOSAI peuvent profiter de notre expérience et mener des sondages semblables afin d'évaluer avec objectivité les façons dont leurs sociétés respectives perçoivent leur rendement et l'influence qu'elles ont sur l'amélioration des services publics.

À l'occasion du XX^e Congrès de l'INTOSAI, nous aurons la chance d'approfondir ces questions qui, à n'en pas douter, intéressent vivement les ISC membres. Ainsi, encore une fois, nous ferons de la devise de l'INTOSAI, « L'expérience mutuelle profite à tous », une réalité bien vivante.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec la SAM, à l'adresse : agonzaleza@asf.gob.mx



Kirsten Astrup, directrice de la planification stratégique de l'INTOSAI

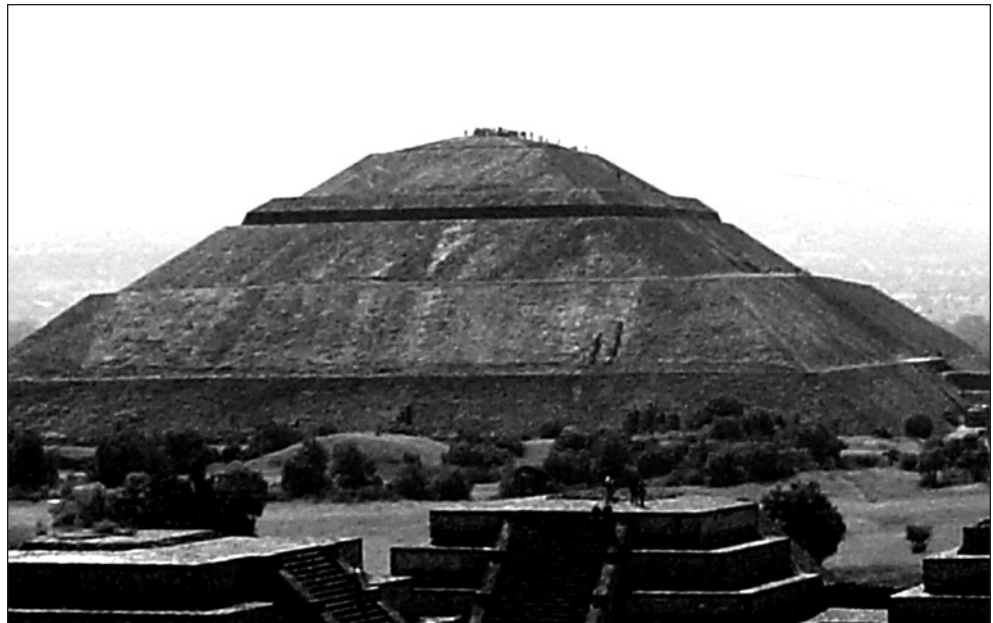
Dans la dernière livraison de la *Revue*, j'avais promis de rédiger un texte sur les progrès réalisés dans l'élaboration du plan stratégique de l'INTOSAI pour 2011-2016 dans ce numéro. Les préparations du nouveau plan stratégique ont débuté au XIX^e INCOSAI, à Mexico, en novembre 2007. À l'été 2010, le plan sera prêt à être traduit et imprimé afin que nous puissions le présenter en novembre 2010, lors du XX^e INCOSAI qui se tiendra en Afrique du Sud. Comme nous sommes maintenant à la moitié de cette période, le moment est idéal pour examiner ce qui a été accompli jusqu'ici ainsi que la marche à suivre pour les mois qui viennent.

Dans le numéro de juillet 2008 de la *Revue*, j'ai tenté d'expliquer les raisons de la nécessité d'un plan stratégique en comparant les ISC à des alpinistes. Chacune d'elles souhaite atteindre le sommet de la montagne, mais le parcours n'est pas le même pour toutes; certaines doivent escalader des falaises abruptes ou faire face à des chutes d'eau, alors que d'autres doivent affronter une tempête de neige. Le plan nous permet d'anticiper, de trouver des solutions grâce à nos efforts mutuels, et d'avancer ensemble en harmonie.

D'ailleurs, le plan stratégique en soi peut être comparé à une pyramide. Un grand nombre de participants au XIX^e INCOSAI ont visité Teotihuacán, une cité ancienne appelée « la Cité des dieux », la plus importante métropole préaztèque du centre du Mexique. Elle se situe à 50 kilomètres au nord-est de la ville de Mexico contemporaine. Érigée vers 400 avant J.-C., la ville avait une population d'environ 200 000 habitants à son apogée, ce qui en fait une des plus importantes



Kirsten Astrup



La pyramide du Soleil, à Teotihuacán

cités de son époque. Elle était le principal centre économique et religieux de la région. On y retrouvait en outre des immeubles d'habitation de 2 000 unités réparties sur un seul étage, de vastes places publiques, des temples, une rivière se transformant en canal, ainsi que les palais de nobles et de prêtres.

La plus grande construction s'y trouvant est la pyramide du Soleil, une des plus importantes structures du genre de l'hémisphère occidental. Elle s'élève à 66 mètres au-dessus du niveau du sol et sa base mesure environ 220 sur 230 mètres. De plus, près de 765 000 mètres cubes de matériaux ont été nécessaires à sa construction. La manière dont cette pyramide (et celles d'Égypte, bien sûr) a pu être bâtie sans l'aide de machines ni de la technologie moderne est fascinante.

J'aimerais comparer la structure de la pyramide du Soleil à celle de notre plan stratégique. La pyramide a quatre côtés, tous égaux en importance. Si un des côtés n'existait pas, la pyramide n'aurait pas pu être construite. De la même manière, notre plan stratégique se fonde sur quatre objectifs également importants se soutenant respectivement, tout comme les côtés de la pyramide :

- *Objectif n° 1: Normes professionnelles et reddition des comptes*
- *Objectif n° 2: Renforcement des capacités institutionnelles*
- *Objectif n° 3: Partage des connaissances et services connexes*
- *Objectif n° 4: Une organisation internationale modèle*

Les fondations de notre plan sont nos comités, nos groupes de travail, nos *task forces* ainsi que les différentes ISC qui travaillent avec dévotion, produisant des couches de résultats, de vérificateurs mieux qualifiés, de méthodes de travail améliorées, d'étalons et de normes. Chaque objectif stratégique est nécessaire et complète les autres :

- nous devons augmenter notre responsabilisation et effectuer nos travaux en accord avec les normes professionnelles les plus exigeantes;
- pour ce faire, nous devons renforcer la capacité interne de nos organisations;
- nous devons travailler de concert et partager nos connaissances afin que les ISC ne réinventent pas la roue;
- finalement, nous devons viser le sommet ensemble, en bâtissant une organisation internationale modèle respectée et considérée comme un exemple à suivre.

Mais revenons à la progression du nouveau plan et examinons certaines étapes franchies. En mars 2008, lors de sa réunion à Washington, la Commission des affaires financières et administratives a établi notre approche de la mise à jour du plan :

- Les activités et les programmes qui appuient chacun des quatre objectifs seront probablement différents, mais la mission, la vision et les objectifs resteront les mêmes.
- Les présidents chargés des quatre objectifs ont reçu la responsabilité de diriger les premiers travaux en fonction de leur objectif respectif.

Afin d'aider les présidents dans leur travail sur le nouveau plan stratégique et d'assurer l'harmonie des mises à jour, ceux-ci ont reçu une lettre donnant le feu vert aux travaux et établissant une approche commune lors de la collecte d'informations pour la mise à jour.

Au cours de l'été 2008, les présidents chargés d'un objectif ont travaillé de manière approfondie et professionnelle sur les stratégies qu'ils allaient proposer en demandant l'avis des sous-commissions, des groupes de travail et des *task forces*, en plus de consulter, entre autres, les membres du comité de pilotage. L'introduction du plan, ainsi que les stratégies et les programmes existants, ont été mis à jour en prenant compte des éléments mis en œuvre avec le plan actuel et des résultats escomptés d'ici l'INCOSAI 2010.

Lors d'une rencontre à Londres en octobre 2008, une première ébauche a été présentée au *Task force* sur la mise à jour du plan stratégique qui est présidé par l'ISC des États-Unis. Suite aux discussions avec le *Task force* lors de cet événement, l'ébauche du plan a été divisée en deux documents

Le premier document s'intitule *Report on Strategic Plan 2005-2010: Platform to build the next strategic plan on*. Ce document décrit les résultats et les réalisations de la mise en œuvre du premier plan stratégique et présente la structure organisationnelle de l'INTOSAI. En donnant un aperçu des résultats de chaque objectif lorsque la première période du plan est terminée, le rapport devient une base d'information, ou une plateforme, pour la création du deuxième plan stratégique qui sera adopté en 2010 par le XX^e INCOSAI en Afrique du Sud. Le document comporte les stratégies, les programmes et les structures organisationnelles existantes pour chaque objectif. De plus, il décrit les progrès accomplis et la situation anticipée lors du lancement du nouveau plan.

Le deuxième document, *Strategic Plan 2011-2016*, met l'accent sur l'avenir et ne contient aucune donnée historique. Sa structure est la même que celle du plan actuel. La mission, la vision et les objectifs de l'INTOSAI restent les bases sur lesquelles repose le plan. Ce document présente les stratégies proposées pour le prochain plan stratégique, tel qu'ébauché par les présidents chargés d'un objectif.

En novembre 2008, lors de la réunion du Comité directeur, aucun changement important à l'ébauche n'a été proposé. Cependant, au fur et à mesure que le plan sera mis à jour, il devra refléter les concepts et les enjeux que comporte le programme de financement par les pays donateurs du partenariat mondial pour le soutien de la communauté des ISC. J'espère que ces mises à jour pourront être ajoutées avant la prochaine réunion du Comité directeur, en novembre 2009.

Les deux ébauches mentionnées ci-dessus vous seront bientôt présentées aux fins d'examen et de commentaires. J'attends impatiemment de connaître votre opinion.

Dans le numéro de juillet de la *Revue*, je parlerai de l'importance du partage des connaissances puisque je reviens tout juste de l'Inde, où s'est déroulée la première rencontre du comité de pilotage de la Commission du partage des connaissances.

N'hésitez pas à communiquer avec moi, à astrup@rechnungshof.gv.at, si vous avez des commentaires ou des observations portant sur la mise en œuvre du plan stratégique de l'INTOSAI.

Vienne accueille le 20^e Symposium ONU/INTOSAI

En collaboration avec les Nations Unies (ONU), le Secrétariat général de l'INTOSAI a organisé le 20^e Symposium ONU/INTOSAI à Vienne, en Autriche, du 11 au 13 février 2009. Le Symposium avait pour thème : « INTOSAI : Partenaire actif dans le réseau international contre la corruption; assurer la transparence afin de promouvoir la sécurité sociale et réduire la pauvreté ».

Ce Symposium ONU/INTOSAI a été le plus réussi des 40 années d'histoire de ces manifestations. Plus de 170 participants représentant 68 ISC (dont 40 dirigeants d'ISC) et des hauts fonctionnaires de huit organisations et institutions internationales : l'Institut des vérificateurs internes (IIA), Interpol, la German Technical Cooperation (GTZ), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et la Banque mondiale.



Les participants au 20^e Symposium ONU/INTOSAI à Vienne en février 2009

Les participants et les orateurs ont souligné l'importance de l'indépendance, d'une formation adaptée et de l'établissement de rapports publics par les ISC. Ils ont convenu que les ISC étaient dans une position unique pour lutter contre la corruption parce qu'elles surveillent toutes les activités des gouvernements. Ils ont indiqué que l'INTOSAI considère que sa principale tâche est d'accroître la transparence, de promouvoir la bonne gouvernance, de garantir l'obligation de rendre compte, de lutter contre la corruption et de renforcer la confiance de l'opinion publique dans les

institutions publiques et leurs activités. Ils ont également signalé que l'INTOSAI doit agir comme un modèle dans la lutte contre la corruption et qu'elle assume ses responsabilités visant à assurer la transparence et la prévention grâce à une diversité d'activités et de mesures.

Recommandations

Les participants au Symposium ont adopté les recommandations par une majorité écrasante. (Veuillez consulter le site <http://www.intosai.org/blueline/upload/sympcon-cl1602f.pdf> pour obtenir le texte complet des conclusions et des recommandations.)

Les participants sont d'avis qu'il est nécessaire de promouvoir l'intégrité en instaurant une culture de rejet de la corruption qui garantit une gouvernance responsable. Ils ont également souligné la nécessité de préserver et d'accroître l'obligation de rendre compte et la transparence, ce qui a un effet de dissuasion sur la fraude et la corruption.

Les participants ont recommandé la création et le renforcement des dispositions légales requises (lois anticorruption, y compris les codes de conduite et de déontologie) afin de lutter comme il se doit contre la corruption, la fraude et la mauvaise gestion dans les secteurs public et privé. Ils ont aussi recommandé de renforcer la collaboration internationale pour optimiser l'échange d'informations et améliorer le transfert des connaissances et intensifier la formation qui est nécessaire.

Par ailleurs, les participants ont souligné le besoin d'une collaboration étroite entre les ISC et l'INTOSAI et les organisations internationales (notamment, les organisations des Nations Unies, la Banque mondiale, l'OCDE, Interpol, l'IIA, l'OLAF et la société civile) en vue de créer des réseaux anticorruption.

Le Groupe de travail pour la lutte contre le blanchiment de capitaux à l'échelle internationale et la corruption de l'INTOSAI a énergiquement proposé ce qui suit :

- Renforcer la collaboration entre l'INTOSAI et les ISC en vue de 1) prévenir et de détecter les cas de corruption et de blanchiment de capitaux et 2) de faciliter l'échange d'informations ainsi que l'élaboration des typologies et des lignes directrices utilisées par les ISC;
- Renforcer la collaboration entre l'INTOSAI et les organisations internationales qui participent à la lutte contre la corruption;
- Identifier les règles, mesures, stratégies et programmes des différents États afin que les ISC puissent détecter et prévenir les cas de corruption;
- Identifier les programmes de formation pertinents pour lutter contre le blanchiment de capitaux et la corruption, et collaborer avec l'IDI lorsque des formations spéciales sont requises.

Les participants au Symposium ont unanimement convenu que l'INTOSAI devrait élaborer des normes et des notes sur les pratiques exemplaires destinées aux ISC afin de lutter contre la corruption, la fraude et la mauvaise gestion, et favoriser une diffusion appropriée de ces normes et notes en associant l'Initiative pour le développement (IDI) de l'INTOSAI et d'autres acteurs.

Les participants ont aussi indiqué que, dans son plan stratégique de 2011-2016, l'INTOSAI devrait accorder une attention particulière à la lutte contre la corruption et la mauvaise gestion.

Les participants ont souligné qu'il est indispensable de garantir un cadre constitutionnel adéquat et conforme à la Déclaration de Lima et à la Déclaration de Mexico. Ce cadre devrait assurer un mandat d'audit complet et un accès illimité à l'information, et permettre la publication des rapports des ISC. De plus, il devrait favoriser le renforcement des capacités institutionnelles et des effectifs afin de fournir une indépendance organisationnelle et financière aux ISC. Il s'agit des conditions préalables au renforcement de la crédibilité des ISC en matière de lutte contre la corruption, la fraude et la mauvaise gestion. Pour ce faire, il serait utile d'élaborer des lignes directrices afin de mettre en œuvre les Déclarations de Lima et de Mexico et de souligner l'importance d'une formation appropriée et des évaluations par les pairs.

Les 13 recommandations du Symposium ont fait émerger la conviction que les Déclarations de Lima et de Mexico devraient être intégrées dans un corpus législatif de la communauté internationale grâce à l'adoption d'une résolution des Nations Unies, puisque ces textes protègent l'indépendance des ISC et que cela est indispensable à un audit efficace des finances publiques.

Conclusions

Le 20^e Symposium ONU/INTOSAI a prouvé de manière convaincante que l'INTOSAI est un partenaire dynamique dans la maîtrise des risques posés par la corruption, la fraude et la mauvaise gestion. L'Organisation a déjà accompli beaucoup de travail. Les secteurs où des actions sont en cours et ceux qui ont besoin d'une aide plus fondamentale ont été recensés.

L'INTOSAI a un rayonnement mondial qui est unique et ses membres possèdent une expérience dans le fonctionnement de chaque type de système de gouvernement. Le personnel des ISC est souvent témoin d'exemples de corruption dans ses travaux quotidiens et il communique ses constatations aux autorités judiciaires sans peur, ni préjugé.

Avec un appui et des fonds adéquats, il serait toujours possible de faire plus pour lutter contre la corruption et la fraude. Les conclusions et recommandations du 20^e Symposium ONU/INTOSAI ont attiré comme il se doit l'attention sur ces secteurs. Néanmoins, les résultats des discussions du Symposium montrent clairement que même si

de nombreux secteurs restent à améliorer, l'INTOSAI et ses membres sont des partenaires dynamiques et efficaces dans la lutte contre la corruption, la fraude et la mauvaise gestion.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec le Secrétariat général de l'INTOSAI :

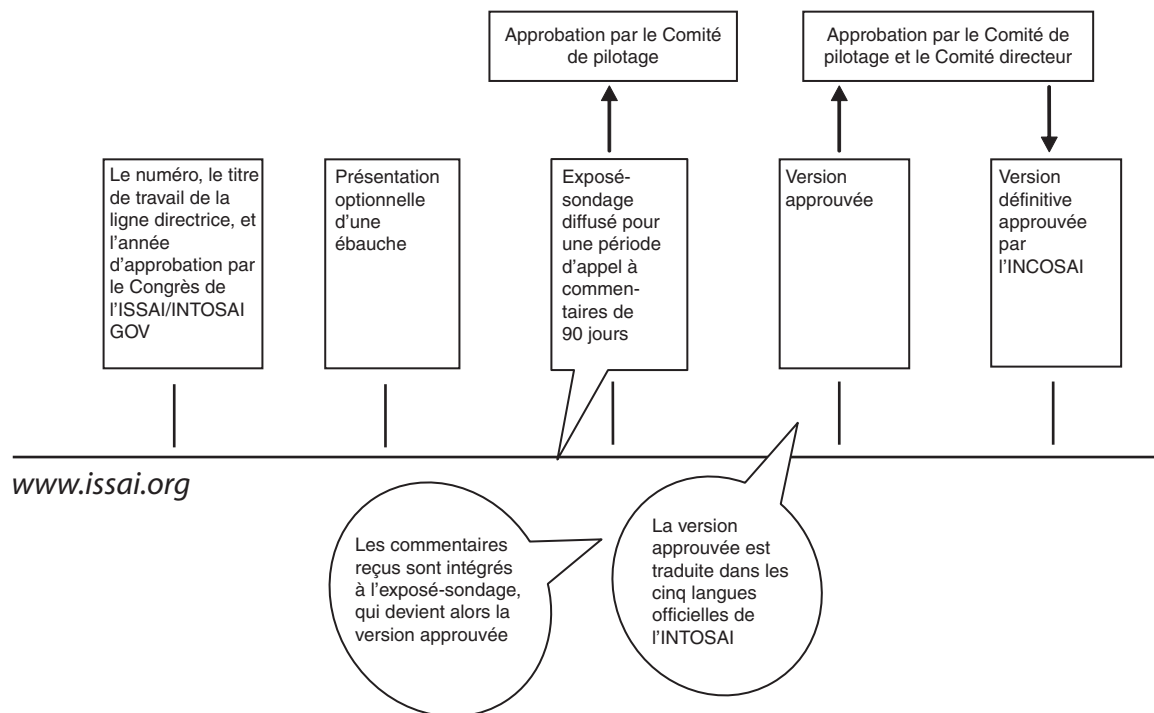
Courriel : intosai@rechnungshof.gv.at

Site Web : www.intosai.org

Approbation d'un nouveau processus de diffusion des ISSAI

Lors de la réunion du comité de pilotage de la Commission des normes professionnelles, en octobre 2008, à Pékin, en Chine, les délégués ont adopté un nouveau processus de diffusion des Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) et du Guide sur la bonne gouvernance de l'INTOSAI (INTOSAI GOV). Le nouveau processus ne diffère pas beaucoup des anciennes procédures. Le graphique 1 illustre bien le nouveau processus.

Graphique 1 : Processus de diffusion des ISSAI



Les nouvelles caractéristiques les plus importantes du processus sont :

- Désormais, les exposés-sondages doivent uniquement être approuvés par le Comité de pilotage de la Commission des normes professionnelles.
- Le site www.issai.org est désormais le point d'accès aux exposés-sondages, mais les commentaires doivent être directement transmis à la sous-commission ou au responsable de projet en vue de l'élaboration de la ligne directrice.
- Les sous-commissions et les responsables de projet sont tenus de transmettre au secrétariat de la Commission des normes professionnelles un aperçu des commentaires reçus sur un exposé-sondage, qui sera mis en ligne sur www.issai.org.

Service d'information par courrier électronique

Juste avant la réunion du comité de pilotage, le secrétariat de la Commission des normes professionnelle a lancé un service d'information par courrier électronique sur www.issai.org. Ce service est offert gratuitement à tous ceux qui s'intéressent à l'audit dans le secteur public et il est particulièrement utile pour ceux qui veulent être informés dès qu'un nouvel exposé-sondage sur une ISSAI ou un INTOSAI GOV est mis en ligne sur le site Web en vue d'être commenté par des professionnels. À l'heure actuelle, 14 exposés-sondages peuvent être commentés sur le site Web des ISSAI. Ces exposés-sondages portent sur la transparence et la reddition de comptes, la conformité aux lignes directrices d'audit et aux lignes directrices sur l'audit financier.

Pour renseignements : www.issai.org.

Première réunion du Comité de pilotage de la Commission de partage et de gestion des connaissances à New Delhi

Le Comité de pilotage a tenu sa première réunion les 5 et 6 mars 2009, à New Delhi. Cette réunion visait avant tout à inaugurer le Comité et à approuver l'ébauche de son mandat. Le Comité de pilotage a été mis sur pied en vue de mettre en œuvre la décision prise lors du XIX^e INCOSAI, à savoir créer une commission de partage et de gestion des connaissances de manière à ce que le fonctionnement du troisième objectif soit conforme aux autres objectifs du plan stratégique.

Les représentants de dix groupes de travail et *task forces* responsables de la mise en œuvre de l'objectif 3 ont assisté à la réunion, de même que les chargés de liaison des objectifs 1 et 2, la directrice de la planification stratégique de l'INTOSAI et des représentants du Secrétariat général de l'INTOSAI, de l'Initiative pour le développement

de l'INTOSAI (IDI) et de la *Revue*. Au cours de la réunion, les membres des commissions, des groupes de travail, des *task forces* et d'autres participants ont présenté des rapports sur les progrès réalisés jusqu'ici et les plans d'avenir.

Le contrôleur et auditeur général de l'Inde et président du Comité de pilotage, Vinod Rai, a accueilli les délégués lors d'une réception qui s'est tenue à l'hôtel Taj Mahal la veille de la réunion officielle, puis lors du premier jour de la réunion officielle qui s'est déroulée dans les bureaux de son ISC.

Le chargé de liaison du troisième objectif, Alexander Semikolennykh, de la Cour des comptes de la Fédération russe, a indiqué que son ISC appuyait l'ébauche du mandat et convenait que le mandat était conforme au plan stratégique de 2005-2010 et aux responsabilités qui sont recommandées par l'INTOSAI pour le chargé de liaison d'un objectif. Il a ajouté que la Cour se réjouissait à l'idée de collaborer étroitement avec le président du Comité et de faciliter l'interaction avec toutes les ISC en vue d'atteindre les objectifs stratégiques relatifs à l'objectif 3.

Dans une allocution prononcée au nom du secrétaire général de l'INTOSAI Josef Moser, Gertrude Schlicker a souligné l'importance du partage des connaissances, qui est directement lié à la devise de l'INTOSAI : « L'expérience mutuelle profite à tous ». Elle a affirmé que le partage des connaissances peut donc être considéré comme un des principaux piliers de l'INTOSAI.

La directrice de la planification stratégique de l'INTOSAI, Kirsten Astrup, a fait savoir que l'établissement du plan stratégique de l'INTOSAI met l'accent sur l'adhésion aux principes de consultation et de consensus. La structure des objectifs du plan stratégique de 2011-2016 est restée la même par rapport au plan précédent, mais des changements sont apportés aux activités et aux plans au fur et à mesure que l'INTOSAI progresse dans l'atteinte de ses objectifs.

Le directeur général de l'IDI, Magnus Borge, et la directrice de projet, Elizabeth Wallman, ont présenté l'exposé de l'IDI. Ils ont souligné le concept de la gestion des connaissances et la création, par l'IDI, d'une équipe de gestion des connaissances en 2008. Les travaux menés par l'équipe ont fait émerger les quatre composantes de la gestion des connaissances — création, saisie, application et partage des connaissances. Ils ont indiqué que toutes ces composantes sont nécessaires pour améliorer le rendement des ISC.

La nouvelle rédactrice en chef de la *Revue*, Muriel Forster, a indiqué que la *Revue* recueillerait les commentaires et les observations des membres du Comité et de l'INTOSAI sur les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour que la *Revue* reste utile et dynamique. Elle a ajouté qu'elle s'attachera aussi à améliorer le site Web de la *Revue* (www.intosaijournal.org).

Rapports des *task forces* et des groupes de travail de l'objectif 3

Les représentants des dix *task forces* et groupes de travail chargés de la mise en œuvre de l'objectif 3 ont fait rapport sur leurs objectifs et activités.

■ *Task force stratégie de communication (Autriche)*

En vue d'améliorer la communication interne et externe de l'INTOSAI, le *Task force* élabore l'ébauche d'un cadre de communication, un modèle pour les résumés des produits de l'INTOSAI, qui sera mis en ligne sur son site Web, et renforce son appui au thème de l'INTOSAI pour 2009 — l'indépendance.

■ *Groupe de travail sur l'obligation de rendre compte et le contrôle des aides en cas de catastrophes (Cour des comptes européenne)*

Le Groupe de travail a pour objectif de formuler des lignes directrices et des pratiques exemplaires et de faire la promotion d'une structure d'information uniformisée en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacite de l'aide en cas de catastrophes. En appliquant l'expérience qu'il a acquise lors des travaux du groupe de travail de l'INTOSAI sur le tsunami, le Groupe de travail communique avec des organismes internationaux de normalisation. Il fera rapport au XX^e INCOSAI en soumettant des lignes directrices à l'adoption de l'assemblée. Le Groupe de travail possède un site Web à <http://www.intosai-tsunami.org>.

■ *Groupe de travail sur la vérification environnementale (Estonie)*

Le thème central du Groupe de travail est le changement climatique et il a pour objectif de proposer des lignes directrices supplémentaires, de faciliter les audits conjoints et simultanés, d'améliorer la diffusion de l'information et d'accroître la coopération avec les organisations internationales. À l'heure actuelle, le Groupe de travail établit des lignes directrices d'audit, et il s'emploie à organiser un audit coordonné sur les changements climatiques avec plusieurs ISC, à mettre sur pied un cours sur la biodiversité et une page Web. On peut consulter le site Web du Groupe à <http://www.environmental-auditing.org>.

■ *Groupe de travail pour l'évaluation de programmes (France)*

Ce groupe de travail a axé ses travaux sur l'établissement d'une définition et de méthodes d'évaluation et sur la promotion de pratiques exemplaires et leur mise en œuvre. Son rapport portant sur les défis, la définition, la planification et l'exécution des évaluations de programmes est en voie d'être traduit dans les langues officielles de l'INTOSAI et il devrait être présenté au XX^e INCOSAI.

■ *Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information (Inde)*

Le Groupe de travail a pour objectif d'aider les ISC à améliorer leurs connaissances et leurs compétences en vue d'utiliser et d'auditer les technologies de l'information (TI). Parmi les projets du Groupe qui sont en chantier, il y a l'établissement de documents de référence sur la gouvernance des TI et la création d'une base de données sur la cybergouvernance, de lignes directrices sur le développement de systèmes d'audit, de stratégies pour gérer les risques liés aux projets de cybergouvernance, d'outils informatiques pour les feuilles de travail électroniques et de mesures pour lutter contre la fraude informatique. On peut consulter le site Web du Groupe à www.intosaiitaudit.org.

■ *Groupe de travail pour la dette publique (Mexique)*

Ce Groupe de travail a pour objectif de publier des lignes directrices et d'autres documents informatifs qui peuvent être utilisés par les ISC pour favoriser l'établissement de rapports utiles et une saine gestion de la dette publique. Le Groupe de travail examine les analyses et les commentaires des membres en vue d'améliorer son plan stratégique qui est fondé sur les recommandations du XIX^e INCOSAI, d'établir une base de données de spécialistes de l'audit de la dette publique à même d'aider l'IDI à mener ses activités de renforcement des capacités, et de collaborer avec l'IDI et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à la mise en œuvre d'un programme transrégional de renforcement des capacités en audit de la gestion de la dette publique. On peut consulter le site Web du Groupe à www.intosai4pd@org.mx.

■ *Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés (Fédération russe)*

L'objectif de ce Groupe de travail est d'aider 1) les ISC dans leurs efforts pour évaluer l'efficacité et l'efficacé des activités du gouvernement en fonction d'indicateurs clés nationaux et 2) l'INTOSAI à promouvoir l'établissement et l'utilisation d'indicateurs clés nationaux et supranationaux. Le Groupe de travail a signé un protocole d'entente avec l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) qui met l'accent sur le renforcement de la coopération et l'organisation d'une formation sur le projet global de l'OCDE qui vise à mesurer les progrès des sociétés. Parmi les projets futurs du Groupe, il faut mentionner l'élaboration d'un modèle logique pour la conception et la mise en œuvre de stratégies nationales, la création de réseaux de communication en vue d'évaluer le développement socioéconomique, et l'organisation d'une formation sur la mise en œuvre d'indicateurs nationaux clés. On peut consulter le site Web du Groupe de travail à <http://intosai4kni.org>.

■ *Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC (Afrique du Sud)*

Le mandat du Groupe de travail est triple :

- examiner l'indépendance, la transparence, l'assurance de la qualité et la pertinence des activités des ISC;
- examiner l'incidence de l'audit;
- établir des indicateurs et des outils appropriés.

Le Groupe de travail et d'autres acteurs doivent surmonter bien des difficultés pour communiquer avec les ISC lorsque leurs coordonnées ne sont pas à jour sur les sites Web. La première réunion du Groupe de travail a eu lieu du 9 au 11 mars 2009, à Sun City, en Afrique du Sud. Le Groupe prévoit terminer ses travaux avant le XX^e INCOSAI, qui aura notamment pour thème la valeur des ISC et les avantages qu'elles procurent.

■ *Groupe de travail sur la privatisation, la réglementation économique et les partenariats publics-privés (Royaume-Uni)*

Le Groupe de travail a pour objectif d'identifier et d'examiner les problèmes auxquels les ISC font face lorsqu'elles audient la privatisation, d'échanger des informations sur les expériences des ISC dans ce secteur, et de faciliter la diffusion de l'information

auprès des membres de l'INTOSAI. Le Groupe a établi divers ensembles de lignes directrices, des études techniques, un guide et un lexique sur la privatisation, entre autres. Le Royaume-Uni, qui assure le secrétariat du groupe de travail depuis 1993, a demandé qu'un autre membre assume cette responsabilité. Cependant, aucune ISC ne s'est portée volontaire jusqu'ici. La 15^e réunion du Groupe de travail a eu lieu à Moscou, les 17 et 18 mars 2009. Le site Web du groupe de travail se trouve à <http://www.nao.org.uk/nao/intosai/wgap/home.htm>.

Lors de l'allocution de clôture de la réunion, l'ISC du Danemark a présenté au Comité des renseignements sur le référentiel des Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) et du Guide sur la bonne gouvernance de l'INTOSAI (INTOSAI GOV). Le cadre des ISSAI renferme toutes les normes et les lignes directrices, existantes et nouvelles, de l'INTOSAI. Il regroupe actuellement environ 80 normes et lignes directrices officielles qui ont été définies par des groupes de travail sous les objectifs 1 et 3. L'ISC a expliqué le processus de diffusion des ISSAI et des INTOSAI GOV, à partir du moment où une ébauche est rédigée par une ISC jusqu'à la publication du document officiel de l'INTOSAI. Le site Web (www.issai.org) présente des lignes directrices et des documents et propose un service qui permet aux abonnés de recevoir des mises à jour par courrier électronique sur divers sujets.

Les membres du comité ont ensuite examiné l'ébauche du mandat du comité de pilotage et l'ont approuvée. Conformément à ce mandat, le président a accepté de coordonner les activités du groupe de travail, de consulter les membres, de veiller à ce que les activités du comité soient conformes au plan stratégique, de définir un plan de travail sur le partage des connaissances, de créer un site Web et de faire rapport, tous les ans, au Comité directeur de l'INTOSAI.

À la fin des travaux, M. Rai a mis fin à la conférence. L'ISC de l'Inde intégrera les commentaires sur le mandat et diffusera les comptes rendus aux membres du comité. M. Rai a ajouté que la création d'un site Web devrait faciliter les travaux du Comité et permettre de les faire connaître aussi. Le Comité alignera également son plan de travail sur le calendrier du XX^e INCOSAI. Il s'est aussi engagé à consulter régulièrement les membres du Comité d'ici à la prochaine réunion en 2010.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec Sudha Krishnan, Bureau du contrôleur et auditeur général de l'Inde, à krishnanS@cag.gov.in.

Réunion du Groupe de travail sur la vérification environnementale au Qatar

En janvier 2009, le Groupe de travail sur la vérification environnementale (GTVE) de l'INTOSAI a tenu sa 12^e réunion à Doha, au Qatar. Il s'agissait de la plus grande réunion d'un groupe de travail de l'INTOSAI jusqu'ici. En effet, 192 représentants de 66 pays y ont assisté, dont 20 dirigeants d'ISC.



Les participants de la 12^e réunion du Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI au Qatar

Parmi les principaux sujets abordés lors de cette réunion, il faut mentionner l'audit des accords et des conventions en matière d'environnement et de la gestion des ressources naturelles, les changements climatiques, les questions émergentes et les leçons apprises sur l'audit environnemental. Des séances sur des projets relatifs aux changements climatiques, à l'énergie durable, aux pêches, à la foresterie et aux minéraux et à l'exploitation minière se sont déroulées en parallèle. Un atelier sur la gestion des déchets a aussi été donnée. Le président du Groupe de travail souhaite remercier les ISC de la Norvège, de la République tchèque, de l'Afrique du Sud, de l'Indonésie, de la Tanzanie et du Canada pour avoir présidé avec succès les diverses séances de la réunion. Le questionnaire remis à la fin de la réunion a indiqué que les séances interactives ont été grandement appréciées et ont constitué le principal outil d'apprentissage de la réunion.

Au cours des dernières années, les membres du Groupe de travail ont consacré beaucoup d'attention à la réduction de notre empreinte écologique et à l'écologisation des ISC en vue de les rendre plus respectueuses de l'environnement. Au cours de cette réunion, le Bureau d'audit national du Royaume-Uni a présidé un comité de discussion sur le développement durable au sein d'un bureau d'audit moderne. La séance a porté sur quatre grandes questions :

- Quels sujets visant le développement durable peut-on auditer?
- Comment devrions-nous auditer les répercussions sur l'environnement des activités des gouvernements?
- Y a-t-il des pratiques exemplaires parmi les pratiques recensées en matière de développement durable que nous pourrions adopter?

- Quels sont les avantages ou les risques découlant de l'établissement de rapports externes sur l'impact des activités d'une ISC sur l'environnement?

Les dirigeants des ISC du Brésil et de l'Indonésie et les représentants des ISC de la Chine et des États-Unis ont présenté des renseignements utiles sur leurs expériences. Cela a donné lieu à des discussions animées entre les membres de l'assemblée.

Des spécialistes provenant d'organisations internationales ont donné des discours-programmes afin de faire connaître leurs expériences. Les orateurs invités étaient Stephen Lintner de la Banque mondiale, Martin Parry du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Arnold Kreilhuber du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Kalev Sepp de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et Marwan Hamada du ministère de l'Environnement du Qatar.

Au cours de la réunion, 17 ISC ont présenté des exposés sur leurs connaissances et fait connaître leurs travaux aux participants; et sept autres ISC ont présenté des rapports sur des travaux importants d'audit environnemental qui seront intégrés au recueil de la réunion. Cette mise en commun des connaissances est le facteur le plus important de la réussite des réunions du groupe de travail. De plus, dix pays ont présenté des sujets pertinents qui ont été audités dans leur pays grâce à une exposition d'affiches organisée pendant la réunion. Avant la principale réunion du Groupe de travail, 69 participants de 37 pays ont assisté à leur premier cours sur la biodiversité. Le secrétariat du GTVE souhaite que les ISC de toutes les régions de l'INTOSAI participent à la mise en commun de connaissances sur les stratégies d'audit des questions relatives à la biodiversité et qu'un plus grand nombre d'audits soient exécutés sur ces sujets au cours des prochaines années.

Les organisateurs tiennent à remercier tous les délégués de leur participation active et de leurs commentaires utiles. Ils tiennent à remercier tout spécialement Salah Ghanim Al-Ali et son personnel du Bureau d'État d'audit du Qatar pour l'excellente organisation et leur accueil chaleureux à titre d'hôtes de cette réunion.

Tous les documents concernant la réunion et d'autres renseignements utiles sur l'audit environnemental peuvent être consultés sur le site Web du GTVE : www.environmental-auditing.org. La prochaine réunion du GTVE aura lieu en juin 2010 en Chine. Vous êtes tous invités à y participer!

Pour renseignements, veuillez communiquer avec le secrétariat du GTVE, au Bureau national d'audit de l'Estonie :

Courriel : margit.lassi@riigikontroll.ee

NOUVELLES DE L'IDI **Programme de formation des formateurs de l'IDI-AFROSAI-F/CREFIAF**



La rubrique Nouvelles de l'IDI vous tient informés des travaux et des programmes de l'Initiative de développement de l'INTOSAI. Pour en savoir davantage sur l'IDI et obtenir de l'information à jour entre les numéros de la *Revue*, visitez le site Web de l'IDI à l'adresse suivante : www.idi.no.

L'IDI et l'AFROSAI-F/CREFIAF (l'organisation régionale de l'Afrique francophone) offrent un autre programme de formation des formateurs qui permettra à la région de constituer un nouveau groupe de spécialistes de la formation agréés par l'IDI. Un atelier de sept semaines sur la conception et l'élaboration de cours et les techniques de formation a été donné en Tunisie en février et en mars 2009. L'atelier comprenait un module sur le renforcement des capacités qui permettra aux participants de mettre en œuvre et de faciliter des initiatives dans ce domaine dans leurs ISC respectives. Au cours de l'atelier, les participants ont conçu un cours sur les méthodes d'audit. Il servira à former un grand nombre d'auditeurs des ISC de la région en 2010 et en 2011.

Programme combiné de formation des formateurs de l'IDI et l'ASOSAI

L'IDI et l'ASOSAI offrent un programme combiné d'apprentissage afin de former un nouveau groupe de spécialistes de la formation agréés dans la région. En mars 2009, les instructeurs se sont réunis pendant deux semaines au Bhoutan afin de planifier et de préparer la dernière partie du programme. Après avoir assisté à l'atelier sur la conception et l'élaboration de cours et les techniques de formation au Vietnam en novembre 2008, les 37 participants ont suivi un stage pratique de six semaines. Ils ont alors collaboré grâce à un site de projet en ligne à la conception et à l'élaboration de cours d'audit portant sur l'élaboration d'un plan stratégique pour les ISC et le renforcement des capacités professionnelles des ISC. Les participants se réuniront de nouveau en Chine, en mai 2009, pour participer à l'Atelier sur les techniques de formation.

Programme d'évaluation des besoins de l'IDI et de l'OLACEFS

L'IDI et l'OLACEFS ont lancé, en 2008, un programme d'évaluation des besoins dans la région. Étant donné le vif intérêt manifesté par les ISC régionales, le programme est offert à deux reprises. Les équipes du premier groupe de huit ISC ont assisté à l'Atelier sur l'évaluation des besoins en septembre 2008, après quoi elles ont évalué les besoins de leurs ISC respectives. En février 2009, elles se sont réunies pendant une semaine au Panama afin de présenter les résultats de leurs évaluations effectuées dans leur ISC et d'obtenir de leurs pairs des commentaires sur leurs rapports. Au cours de cette rencontre, les participants ont aussi fait des observations sur les outils et le cadre d'évaluation des besoins et le cadre d'évaluation utilisés pour évaluer les besoins de leurs ISC. La rencontre avait aussi pour objet de proposer des moyens d'utiliser les résultats des évaluations pour renforcer les capacités des ISC.

Le Programme d'évaluation des besoins sera offert également en 2009. Les instructeurs se sont rendus au Costa Rica en mars 2009 pour planifier et préparer le prochain atelier, qui sera donné en juin 2009 aux équipes d'évaluation des besoins de neuf ISC de la région.

Réunions de la CAROSAI et ateliers de maître sur le perfectionnement des ressources humaines

Plusieurs réunions de la CAROSAI ont eu lieu en février 2009. La première était la réunion d'une journée de la Commission régionale de renforcement des capacités institutionnelles, au cours de laquelle les participants ont défini le mandat de quatre nouvelles commissions chargées de mettre en œuvre le plan stratégique de 2008-2011 de la CAROSAI et de concevoir et d'adopter un plan opérationnel pour 2009. Par la suite, le Bureau d'audit national (NAO) du Royaume-Uni a donné un atelier de maître de deux jours sur le Perfectionnement des ressources humaines aux dirigeants et aux cadres des ISC. L'atelier a été suivi d'une rencontre du groupe de discussion sur l'évaluation des besoins qui avait comme objectifs de regrouper et de confirmer les résultats du sondage sur l'évaluation des besoins mené en décembre 2008 et en janvier 2009 et de discuter de plans pour répondre aux besoins des ISC de la région. Enfin, une journée était réservée à la planification stratégique pour le Programme de renforcement des capacités en matière d'assurance de la qualité des audits financiers. On a également discuté de la conception du programme d'assurance de la qualité proposé avec les dirigeants des ISC de la CAROSAI.

L'IDI et la liaison avec la communauté de l'INTOSAI

Au cours des derniers mois, les représentants de l'IDI ont fait rapport sur les activités suivantes auxquelles ils ont participé : la réunion du Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI (Qatar); la réunion du Comité de formation de l'EUROSAI (Portugal); la réunion de la Commission régionale de renforcement des capacités institutionnelles (Sainte-Lucie); la réunion inaugurale de la Commission de renforcement des capacités de l'AFROSAI (Afrique du Sud); la réunion du Comité de pilotage de la Commission de partage et de gestion des connaissances de l'INTOSAI (Inde); la réunion du Sous-comité 1 de la Commission de renforcement des capacités (Suède); la conférence de l'ARABOSAI/EUROSAI (France); la réunion du Groupe de travail de transition et du programme sous-régional de soutien à l'audit de la PASAI (Nouvelle-Zélande). La réunion annuelle du Conseil d'administration de l'IDI a eu lieu à Oslo, le 18 mars.

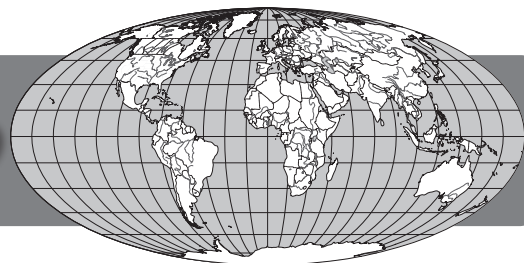
Communication avec l'IDI

Pour renseignements, prière de communiquer avec l'IDI :

Courriel : idi@idi.no

Site Web : www.idi.no

Événements de l'INTOSAI 2009



Avril	Mai	Juin
<p>19-23 18^e réunion du Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information Doha, Qatar</p> <p>21-22 Sous-commission des normes de contrôle de l'audit financier Luxembourg</p> <p>21-23 Réunion du Groupe de travail sur les indicateurs nationaux clés Beijing, Chine</p> <p>28-30 3^e Réunion de la Sous-commission pour l'audit de performance Oslo, Norvège</p>		<p>9-11 Réunion du Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC, Afrique du Sud</p> <p>17-19 6^e Réunion du Comité de pilotage de la Commission des normes professionnelles Brasilia, Brésil</p> <p>24-26 Réunion du Groupe de travail sur l'obligation de rendre compte et le contrôle des aides en cas de catastrophes Corée</p>
Juillet	Août	Septembre
<p>14-16 Réunion du Groupe de travail pour la lutte contre le blanchiment de capitaux à l'échelle internationale et la corruption</p> <p>20-24 Congrès de la PASAI Palaos</p> <p>ÀD Réunion du Groupe de travail pour le contrôle de la technologie de l'information Doha, Qatar</p>	<p>3-6 Réunion du Comité de pilotage du Groupe de travail sur la vérification environnementale Bali, Indonésie</p>	<p>ÀD Première réunion de la Commission de partage et de gestion des connaissances Séoul, Corée</p>
Octobre	Novembre	
<p>4-10 19^e Assemblée générale de l'OLACEFS Asunción, Paraguay</p>	<p>16-18 59^e réunion du Comité directeur de l'INTOSAI Cape Town, Afrique du Sud</p>	

ÀD = À déterminer

N.D.L.R. Ce calendrier est publié à l'appui de la stratégie de communication de l'INTOSAI et comme moyen d'aider les membres à planifier et à coordonner leurs engagements. Figurent dans cette rubrique régulière de la *Revue* les événements intéressant l'ensemble des membres de l'INTOSAI et les événements régionaux, tels que les congrès, les assemblées générales et les réunions du Comité directeur. En raison de l'espace restreint, les nombreux cours de formation et autres réunions professionnelles des régions ne peuvent être inclus. Pour plus de renseignements, s'adresser au Secrétaire général de chaque groupe régional.

INTOSAI

